



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**

### **Conseil Syndical du 13 décembre 2024**

#### **Votants présents :**

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Marie LARRUE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Xavier DANEY, Mme Karine DESMOULIN, M. Cédric PAIN.

Un pouvoir est donné à M. Jean-François BOUDIGUE par M. Patrick DAVET.

#### **Excusé(e)s :**

Mme Corinne MARTINEZ, Mme Pascale GOT, M. Bruno LAFON, M. Vincent MAURIN, M. Patrick DAVET.

#### **Assistaient à la réunion :**

Mme Béatrice AURIENTIS, Mme Nelly DELEPINE, M. Éric COIGNAT, M. Alain BALLEREAU.

#### **Président de séance :**

M. Jean GALAND.

#### **Secrétaire de séance :**

M. Jean-François BOUDIGUE.

#### **Assistaient également à la réunion :**

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), Mme Jocelyne SARRAUTE (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 25 novembre 2024.

#### **- Délibération n° : 27-2024**

#### **- Objet : Convention SIBA / LA TESTE DE BUCH / SMPBA.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 13 décembre 2024, à Lanton approuve à l'unanimité la présente délibération.

## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON** **Conseil Syndical du 13 décembre 2024**

### **Délibération n° : 27-2024**

**Objet : Autorisation du Président du SMPBA à signer la convention de gestion des systèmes d'endiguement des prés salés (Est et Ouest) à La Teste de Buch.**

Le territoire du Bassin d'Arcachon est depuis toujours exposé à la submersion marine du fait de sa localisation à l'interface entre le Golfe de Gascogne et le territoire girondin (classé Territoire à Risque important d'Inondation ou TRI depuis 2017).

Dans ce contexte, les digues des Prés Salés Ouest (PSO) et des Prés Salés Est (PSE) de la Teste de Buch présentent un intérêt pour la protection des biens et des personnes en raison de leurs dimensions et de leurs caractéristiques techniques. Leur gestion et leur surveillance a été confié au SIBA à partir du 1er janvier 2018 avec la création de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations). En tant que nouveau gestionnaire, le SIBA procède actuellement à la régularisation administrative de ces ouvrages et doit en assurer la pérennité au titre de la protection contre les inondations.

Le port de Rocher, historiquement géré par le Département de la Gironde, relève aujourd'hui de la compétence du SMPBA depuis sa création en 2017 ; l'ancien périmètre portuaire plus étendu fut régularisé en 2023, restituant au DPM une partie des terrains anciennement mis à disposition. Deux tronçons du système d'endiguement des PSE restent néanmoins inclus dans l'emprise portuaire gérée par le SMPBA. Quant à lui, le port de La Teste ne possède pas d'emprise commune avec les systèmes d'endiguement.

La présente délibération vise à permettre au Président de signer cette convention dont l'objet est de fixer les modalités de gestion (surveillance, entretien, travaux), les responsabilités et les obligations des signataires au regard de la gestion des systèmes d'endiguement des PSO et des PSE.

Les modalités de gestion sont détaillées dans la convention annexée à la présente délibération.

Pour le SMPBA, il s'agit principalement d'autoriser l'accès au périmètre concerné sur son domaine portuaire (article 6 de la convention).

### **Décision :**

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 13 décembre 2024 décide :

- De donner délégation au Président du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, pour signer la convention de gestion des systèmes d'endiguement des prés salés (Est et Ouest) à La Teste de Buch, ci-annexée.

- De donner mandat au Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Fait et délibéré à Lanton, le 13 décembre 2024.

Le Secrétaire de Séance



Jean-François BOUDIGUE

Le Président du Syndicat Mixte  
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

*Le Président,*

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.